COMMUNICATION D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE

Communication concernant une modification temporaire conformément à l'article 6, paragraphe 3, deuxième alinéa, du règlement délégué (UE) n° 664/2014

« Poulet des Cévennes » / « Chapon des Cévennes »

No UE: PGI-FR-02262 – 13.01.2017

☐ AOP ☐ IGP ☐ STG

1. État membre ou pays tiers

France

2. Modification(s)

- Rubrique du cahier des charges faisant l'objet de la modification temporaire :
- Chapitre « IV. La description du produit » – point « 4.1 - Caractéristiques des animaux » - « Mode d'élevage »
- Chapitre « VII. La description de la méthode d'obtention »

- Modification approuvée :

- Au chapitre « IV. La description du produit » – point « 4.1 - Caractéristiques des animaux » - « Mode d'élevage » : suspension de l'application de la disposition :

  « Les « Poulets des Cévennes » ou « Chapons des Cévennes » ont accès à un parcours rocailleux, enherbé et arboré. »

- Au chapitre « VII. La description de la méthode d'obtention » : suspension de l'application des dispositions suivantes :
  - au point « 7.3 - Le mode d'élevage » : « Les « Poulets des Cévennes » ou « Chapons des Cévennes » sont élevés en plein air. Dans le cadre de la production des « Poulets des Cévennes » ou « Chapons des Cévennes », les animaux ont accès à un parcours extérieur au plus tard à l'âge de 42 jours.»
  - au point « 7.6 - Surface, agencement et entretien du parcours » :

    « Dans le cadre de la production des « Poulets des Cévennes » ou « Chapons des Cévennes », les volailles ont à leur disposition un vaste parcours qui prend en compte le respect du bien-être animal. »

    « Pour les « Poulets des Cévennes », la surface du parcours est au moins égale à :

- 2 m^2 par poulet dès 42 jours.
- pour les « Chapons des Cévennes », la surface du parcours est au moins égale à :
  - 2 m^2 par chapon dès 42 jours (environ 1 hectare par bâtiment de 400 m^2) et jusqu'au 91ème jour,
  - puis, à partir du 91ème jour, 4 m^2 par chapon. »

- au point « 7.8.2 - Alimentation (remarques) » :

  « Dès que les volailles ont accès au parcours, elles prélèvent dans ce dernier un complément d'alimentation. Elles mangent les parcours herbeux, riches d'essences végétales locales et avalent de petits cailloux issus de l'érosion des roches typiques des sols cévenols. Ces petits cailloux, constituant du grit naturel, séjournent dans le gésier des volailles et participent activement au broyage des aliments ingérés, assurant ainsi une parfaite digestibilité, une absorption optimale des nutriments.»

Cette modification s'applique tant que le niveau de risque épizootique tel que défini à l'article 3 de l'arrêté du 16 mars 2016 (relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs) est qualifié de « élevé » et pour une période n'excédant pas le 31 mai 2017.

- Motif :
Suite à l'apparition sur le territoire français de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8, les autorités sanitaires françaises ont pris les mesures de protection requises conformément à la directive 2005/94/CE.

Ces mesures comprennent notamment :
- la claustration des volailles ou leur protection par des filets ;
- la réduction des parcours de sorte que soit évitée la proximité des points d'eau.

De ce fait, une modification temporaire du cahier des charges est nécessaire.

- Description et évaluation des conséquences de cette modification sur les exigences et les critères à respecter pour classer le produit dans le système de qualité (article 5, §1[AOP] ou §2[IGP] du règlement (UE) n°1151/2012) :

Le cahier des charges comportant des dispositions relatives à la sortie des volailles sur des parcours doit être temporairement modifié en application des mesures de protection sanitaire pour limiter l'accès aux parcours, les surfaces de parcours et la mise à dispositions d'aliments sur parcours.

Considérant que cette modification de cahier des charges permet à chaque exploitant d'adapter les conditions d'élevage de ses volailles de façon d'une part, à respecter les mesures sanitaires obligatoires à mettre en œuvre pour limiter la propagation du virus et cela sur avis de son vétérinaire sanitaire, d'autre part, à conserver les spécificités de sa production, cette modification n'a pas directement d'impact sur la qualité, la réputation ou les caractéristiques des volailles, tous les autres critères du cahier des charges restant inchangés.

- Description détaillée des mesures justifiant les modifications temporaires :
Les différentes mesures justifiant les modifications temporaires pré-citées sont détaillés ci-après (avec lien internet) :

- Arrêté du 8 févier 2016 relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations de volailles et d'autres oiseaux captifs dans le cadre de la prévention contre l'influenza aviaire ;
- Arrêté du 16 mars 2016 relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;
- Arrêté du 5 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 18 janvier 2008 fixant des mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- Arrêté du 5 décembre 2016 qualifiant le niveau de risque en matière d'influenza aviaire hautement pathogène.

- Motivation de l'adoption de cette mesure :

L'évolution rapide de la situation sanitaire en France et dans plusieurs pays d'Europe et la dynamique de propagation du virus obligent à la mise en place de mesures sanitaires drastiques.

- Rapport entre ces mesures et la modification temporaire approuvée :

Cette modification du cahier des charges permet aux éleveurs de poursuivre leur activité tout en adaptant les conditions d'élevage de leurs volailles pour mettre en œuvre les mesures de protection nécessaires à la limitation de la propagation du virus.

- Pièces jointes (liens internet) :
  - Référence à la publication de la modification temporaire du cahier des charges (publication au bulletin officiel du ministère de l'agriculture du 5 janvier 2017) : https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/document_administratif-8349741b-cc2f-4346-b908-44371d0b2169/telechargement

  - Arrêté du 28 décembre 2016 relatif à la procédure applicable en cas de modification temporaire du cahier des charges d'une indication

géographique protégée de produits avicoles en raison du risque épizootique élevé lié à l’infection par un virus de l’influenza aviaire hautement pathogène.